

Percée de la monnaie mobile en RDC : Essor d'usage de la monnaie électronique par téléphonie mobile, de la monnaie scripturale et de l'inclusion financière en Territoire de Mahagi

Joël WANADI Thocidojo,

Chercheur et Secrétaire Académique du Domaine de Sciences Économiques et de Gestion de l'Université du Lac Albert de Mahagi.

Résumé

La technologie de monnaie électronique par téléphone mobile revêt une croissante importance en particulier dans le contexte des économies en développement où les ménages ont des revenus faibles et les micro entreprises n'ont pas un accès facile aux services financiers, favorise l'inclusion financière et offre des possibilités en matière d'intégration financière. Cependant, en Territoire de Mahagi, plus de 70,55% de la population utilise les services financiers sur téléphone portable à travers M-Pesa, Airtel money et Orange money pour les principales raisons de la sûreté des opérations effectuées, la disponibilité des services, la célérité dans les traitements des opérations ainsi que la proximité des points de service et la sécurité de son compte (argent) et autres. Seulement 27,09% utilise la monnaie scripturale à travers les banques pour causes de manque de confiance à des établissements bancaires, la capacité financière (niveau du revenu) des opérateurs, la lenteur dans le traitement des opérations ainsi que le problème de liquidité, de coût et de complexité des opérations et de disponibilité de ces établissements bancaires, etc. Au regard de ce fait, il est de rigueur de soutenir la création et l'innovation dans la prestation de services financiers; améliorer les compétences techniques et managériales des prestataires de services financiers; créer un environnement propice au déblocage en utilisant des services de conseil commercial aux opérateurs grâce à des cours ou formation en éducation financière dans le réseau de l'enseignement et promouvoir une culture d'épargne afin de les aider à lancer ou améliorer leurs entreprises (activités); et en formant des coopératives afin d'avoir l'accès aux services financiers à tous en vue de renforcer leurs résiliences face aux conséquences d'exclusion financière sévère. Et le gouvernement y doit pertinemment jouer le rôle capital.

Mots clés : Monnaie électronique, monnaie scripturale, téléphonie mobile, inclusion financière, Mahagi-Ituri/RDC.

Date of Submission: 12-07-2023

Date of Acceptance: 22-07-2023

I. INTRODUCTION

Sous la pression des Technologies de l'Information et des Communications, les systèmes de paiement connaissent une véritable mutation et des nouveaux procédés avec la plus grande efficacité qui engendrent aussi de nouveaux risques. C'est ainsi que toute invention humaine porteuse de progrès peut être aussi génératrice des comportements illicites (WANADI, J., 2022 :13-20).

L'exercice de la fonction de moyen de paiement par la monnaie relève du bon fonctionnement du système de paiement. Et donc, un système dont l'architecture reflète un ensemble des règles juridiques, de traductions culturelles et sociétales, de comportements économiques et financiers, etc. (BOUNIE, D., 2001 : 5).

À bien des égards, la transformation de la monnaie depuis l'avènement de troc jusqu'à la monnaie électronique avec la mondialisation et l'avancée technologique a permis aussi l'évolution du système de paiement qui nous a amené aujourd'hui au paiement par téléphonie mobile. Cette technologie des paiements par téléphone mobile revêt une croissante importance, en particulier dans le contexte des économies en développement où les ménages ont des revenus faibles et les micro entreprises n'ont pas un accès facile aux services financiers. Le système de paiement mobile favorise l'inclusion financière et offre des possibilités en matière d'intégration financière. La monnaie électronique rend caduc le monopole d'État sur la création monétaire (BAD, 2013 : 4), et elle se distingue des systèmes de paiement électronique en compte bancaire ou non bancaire dans la mesure où la monnaie est totalement dissociée d'un compte et ne nécessite aucune autorisation de l'émetteur pour effectuer les paiements ou les transactions.

Au cours de cette dernière décennie, les services financiers mobiles ont ainsi connu une expansion considérable en Inde et en Afrique. La croissance rapide de l'industrie des paiements mobiles a amélioré, pour les

couches défavorisées, l'accès aux services financiers bon marché, aussi bien au niveau national qu'international. Au regard de toutes ces opportunités, la croissance rapide de cette technologie constitue un défi pour les services chargés de formuler une réglementation à l'appui des échanges transfrontaliers, dans un monde engagé également dans la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, la fraude et bien d'autres crimes financiers en progression constante (BAD, 2013 : 4).

Le pesant dans ce système se résume dans la sécurisation des opérations des agents économiques envie d'une protection contre les arnaques qui ne cessent d'amplifier les démarches afin d'en tirer profit. Alors que l'accès au financement formel (à travers les banques et/ou microfinances) est un enjeu majeur pour le développement du continent africain, mais il doit correspondre à une certaine réalité de l'économie. En effet, l'inclusion financière pose la question des dangers de l'endettement excessif, phénomène observé notamment dans le cadre de la microfinance. Voilà pourquoi pour une inclusion financière vertueuse, les économies africaines doivent se doter de systèmes financiers solides, et les gouvernements peuvent contribuer à ce phénomène grâce à des politiques publiques visant par exemple à améliorer l'accès aux documents officiels, à développer les voies de communication avec les zones géographiques éloignées, et en régulant le système bancaire émergent (ALEXANDRA, 2017 : 7).

Cependant, la République Démocratique du Congo accuse un faible taux de bancarisation (6%), laissant plus de 40 millions d'adultes en dehors du circuit bancaire. Le faible niveau de développement économique de la RDC, comme celui de plusieurs autres pays africains, nécessite des moyens de financement pour inciter l'activité de production, maintenir la croissance et impulser l'amélioration des conditions de vie des populations. De ce fait, elle se situe au premier rang des demandeurs des services financiers, il est d'une extrême urgence que le gouvernement, par le truchement de la banque centrale notamment, s'investisse afin que les prestations bancaires jouent un rôle prépondérant en tant faits pourvoyeurs et collecteur à court et long terme des ressources indispensables à la vie économique ; surtout que l'accès aux services financiers de base contribue à réduire la pauvreté. Et comme le soutiennent les experts du Fonds Monétaire International (FMI), que plus une économie est financièrement inclusive, plus elle a de chance de croître rapidement (MWARABU A., 2016 : 2). Donc, l'argent mobile y joue un rôle de plus en plus très important.

En effet, il contribue dans l'inclusion financière et apparaît comme un levier permettant de stimuler celle économique et sociale, laissant ainsi l'évolution du système de paiement par la téléphonie mobile prendre une ampleur considérable. C'est ainsi que la prolifération et l'engouement constaté aux différents points de service de la téléphonie mobile en Territoire de Mahagi font que nous comme chercheur, ne cessons de nous interroger si les institutions bancaires, sont-elles fréquentées régulièrement par les opérateurs économiques du Territoire de Mahagi ? et quels sont les facteurs de motivation des agents économiques à la préférence de la monnaie électronique par téléphone mobile, et son influence sur la circulation de monnaie scripturale en Territoire de Mahagi ?

Les agents économiques de Mahagi ne fréquenteraient pas très régulièrement les institutions bancaires (la CADECO, SOFICOM, la FBNBank et la Rawbank) implantées dans la Commune de Mahagi par ce qu'elle ignorerait leur importance dans le développement socioéconomique dans une région. Les sociétés de téléphonie mobiles seraient crédibles aux agents économiques par le fait qu'elles leur proposeraient des services de monnaie mobile rapides et faciles à manipuler, conditions d'ouverture abordable ainsi que l'achat des crédits et forfaits, monnaie électronique par téléphonie mobile disponible de façon permanente et par conséquent avec une accessibilité rapide. Et la monnaie électronique à travers la téléphonie mobile serait en corrélation avec la monnaie bancaire (service d'appoint à la banque).

Force est de rassurer que l'objectif de cette recherche est de dégager les causes d'aversion des agents économiques au système de monnaie scripturale au profit d'utilisation de monnaie électronique à travers la téléphonie mobile en Territoire de Mahagi ; et d'analyser le parallélisme d'utilisation de ces monnaies et l'inclusion financière étant l'un de pilier de développement socioéconomique des payes d'écart. Le présent article est subdivisé en trois parties l'introduction et conclusion mises à part, notamment le cadre conceptuel, l'approche méthodologique et l'usage de la monnaie en Territoire de Mahagi.

II. REGARD CONCEPTUEL

En vue de lever d'éventuels équivoques, il est d'usage que le sens de certains termes utilisés soient précisés. Dans la présente étude, les concepts méritant des éclaircissements sont la banque, la monnaie, la téléphonie mobile et l'inclusion financière.

Banque

Actuellement les deux moyens principaux pour financer son activité (entreprise et autres) en disposant d'épargne sont notamment l'acquisition des titres émis par cette entreprise sur un marché financier d'une part, et de confier cette épargne à un intermédiaire financier spécialisé dans le crédit aux entreprises, d'autre part. L'intermédiation financière apparaît de fait comme une activité économique essentielle organisant les transferts

d'épargne à destination du système productif. Elle participe donc à l'accroissement de l'efficacité et du dynamisme de l'économie. Les banques constituant des intermédiaires financiers majeurs dans nos économies, elles méritent donc une connotation avérée. Mais la vitesse avec laquelle ces réglementations ont évolué, dans le sens d'une flexibilité plus grande permettant l'expression du jeu concurrentiel, a bouleversé la structure du marché, les positions acquises et a favorisé l'émergence d'enjeux nouveaux.

Une banque collecte des fonds au travers de l'activité appelée de dépôts qu'elle va ensuite prêter au travers de son activité dite de crédit. Si les encours de crédits excèdent le montant des dépôts, la banque va se refinancer au travers du marché interbancaire qui fait partie du marché monétaire (KARYOTIS, C., 2021 : 23). Enfin, en l'absence d'une organisation internationale du système monétaire, les banques doivent évoluer dans un environnement hautement incertain et sont confrontées à une montée des risques. Sont considérées comme banques, les entreprises ou établissements qui font profession habituelle de recevoir du public, sous forme de dépôts ou autrement, des fonds qu'ils emploient pour leur propre compte en opérations d'escompte, en opérations de crédit ou en opérations financières. Et donc, la banque est une entreprise dont l'activité principale consiste à recevoir l'épargne en dépôt, à accorder des crédits et à fournir d'autres services financiers.

Rôle des banques

Les banques sont des entreprises de services, produisant et vendant des services financiers variés, au premier rang desquels figure la gestion des fonds d'autrui. Leur succès dépend naturellement de leur capacité à identifier les attentes de leur clientèle et à y répondre de façon efficace à un prix compétitif. Dans cette section, nous présentons les principales fonctions assumées par les banques et repositionons ces fonctions dans un environnement évolutif.

Spécificités de l'activité bancaire

Les différentes particularités des banques et la spécificité de l'activité bancaire font distinguer ce secteur par rapport à d'autres. Cette distinction se fait ressentir dans les domaines : managériale et de gouvernance. A titre indicatif, les entités non bancaires ne sont pas gérées de la même manière que les banques pour des raisons propres à chaque domaine.

L'institution bancaire est gardée par des garde-fous réglementaires (réglementation commission bancaire...) pour protéger équitablement les droits de toutes les parties prenantes. D'autant plus que durant les dernières crises financières, il était question de renforcer la réglementation prudentielle pour préserver les banques de la faillite.

Dans ce domaine, la réglementation doit aller de pair avec le développement économique et financier car les crises sont souvent imprévisibles et dans la plupart des cas, il est inutile d'agir, il suffit de subir et d'apporter des solutions adéquates (LOBEZ, F., 1997 : 7). En général, l'activité d'une banque consiste à collecter les dépôts du public et octroyer des crédits sous différentes formes à sa clientèle, en plus des différentes prestations qu'elle accorde à sa clientèle.

Fonctions de la banque

Pour SENOUCI K., (2021 : 36), une opération de banque consiste à collecter des fonds et à accorder des crédits tout en proposant et gérant des moyens de paiement pour la clientèle. C'est le métier historique de la banque qui va, si les dépôts ne suffisent pas à financer les crédits, chercher un refinancement auprès de la banque centrale ou des autres banques sur le marché interbancaire, créant alors de la monnaie. L'activité essentielle des banques est de jouer le rôle d'intermédiaire entre les détenteurs et les demandeurs de capitaux. Les fonctions de la banque dans toutes ses formes sont relativement les mêmes et se présentent sous les principaux groupes suivants

La collecte des dépôts

Sont considérés comme fonds reçus du public, les fonds recueillis de tiers, notamment sous forme de dépôts avec le droit d'en disposer pour son propre compte mais à charge de les restituer ». La banque offre à ses clients une multitude de produits comme des opportunités de placement et de rémunération des capitaux détenus à leur niveau, et ceux avec des durées et conditions très variées, dans un but de les adapter aux uns et aux autres, assure pour elle une ressource nécessaire pour mener à bien son activité d'allocation de capitaux qui lui est principale cette fonction de collecte de ressources est indispensable pour une banque étant donné que l'ensemble de son activité est fondée sur la monnaie qui s'échange continuellement et de manière très fluide entre les ACF et les ABF sous l'intermédiation de la banque. La durée des différentes ressources de la banque varie selon qu'elles soient à vue ou à terme, la banque les adapte à des emplois correspondants. Nous devons aussi rappeler que la collecte des dépôts s'opère à travers les ouvertures de comptes à la clientèle (idée qui sera développée dans le deuxième chapitre).

La distribution des crédits

Constitue une opération de crédit, tout acte par lequel un établissement habilité à cet effet, met ou promet de mettre temporairement et à titre onéreux des fonds à la disposition d'une personne morale ou physique ou contracte pour le compte de celle-ci un engagement par signature. Les fonds recueillis par la banque, auprès de ses clients déposants, sous forme de dépôts à vue (mouvants) ou à terme (stables) constituent des ressources importantes qui ne doivent pas rester immobilisés dans ses caisses. La loi lui permet, selon le respect des normes applicables aux banques et établissements financiers d'utiliser une partie de ses ressources, sous son entière responsabilité, pour accorder des crédits aux agents économiques, qui ont besoin de capitaux pour investir, produire et consommer.

Le crédit permet le développement des investissements ou une accélération de la circulation des biens. Il contribue au développement économique d'un pays ou d'une branche d'activité d'une entreprise ; et toute restriction volontaire ou obligatoire de l'activité des banques concourt à une récession de la production des biens et / ou des services. En plus de cette activité essentielle, la loi permet aux banques d'effectuer entre autres les opérations suivantes : Les opérations de change ; Les opérations sur or, métaux précieux et pièces. Le placement, la souscription, l'achat, la gestion, la garde et la vente de valeurs mobilières et de tout produit financier. Le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine ; Le conseil et la gestion financière, l'ingénierie financière, etc.

Les opérations financières

L'intervention de la banque consiste en la conclusion des opérations financières soit pour son propre compte soit pour le compte de sa clientèle moyennant une rémunération matérialisée par des commissions sur l'opération elle-même. Généralement, les opérations financières concernées sont les suivantes :

- ✓ L'émission d'obligations et leur négociation ;
- ✓ L'émission d'actions et leur négociation ;
- ✓ Les opérations de change entre différentes devises ;
- ✓ Les opérations de placement;
- ✓ La gestion et le suivi d'un portefeuille de valeurs pour le compte de sa clientèle et / ou pour son propre compte.

Les opérations de trésorerie

L'activité bancaire est axée principalement sur la monnaie dont les mouvements sont de part et d'autres et dans différents sens. C'est pour cela que la notion de trésorerie est primordiale dans son activité et dans son management. La banque départ sa vocation d'intermédiaire, elle se trouve sollicitée par ses relations (clients) pour le recouvrement de valeurs au niveau national et international, matérialisé par des opérations de recette (opérations portant sur des valeurs négociables au niveau de la même banque) ou de compensation (opérations portant sur des valeurs négociables entre différentes banques nationales et internationales).

Au sens large, les opérations de trésorerie concernent même les opérations conclues au niveau du marché monétaire en tant qu'offreuse ou demandeuse de fonds, et les opérations conclues avec l'institut d'émission en cas de besoin de trésorerie soit en compte courant (découvert) soit en utilisant le réescompte. L'activité bancaire est complexe et plus contrôlée. Les banques restent une source d'impôts et de taxes importantes pour le budget de l'État et qu'elles sont déterminantes dans l'application des politiques économiques.

La banque, intermédiation financière

La banque est l'acteur principal du processus de l'intermédiation financière et ce en raison du rôle essentiel qu'elle joue dans ce processus. Finance directe et finance indirecte Agents à capacité de financement (ACF) Au niveau de la société, il existe des agents économiques qui dégagent des excédents dans leur budget (à l'exemple des ménages) c'est-à-dire ne consommant pas la totalité de leur revenu. Ils cherchent à faire des placements, donc ils sont prêteurs. Agents à besoin de financement (ABF) A l'inverse des ACF, il existe d'autres agents qui dépensent plus de leur revenu car ils détiennent des projets d'investissement à réaliser, donc ils sont emprunteurs.

Les deux processus de financement d'une économie : Les ABF sollicitent les ACF à l'effet de leur emprunter leur excédent de revenu selon deux méthodes, à savoir :

- ✓ La finance directe (finance désintermediée ou économie de marchés de capitaux) : Dans la finance désintermediée, les ABF et les ACF sont en relation directe dans les marchés de capitaux. Les ABF émettent des titres (actions, obligations, titres de créances négociables) qui sont souscrits par les ACF. Donc les ACF sont prêteurs et les ABF sont emprunteurs. Ils signent un contrat, pour signifier qu'ils sont d'accord sur un montant, une date d'échéance et un taux d'intérêt. De ce fait, on déduit que les marchés de capitaux assurent le financement des projets d'investissement.
- ✓ La finance indirecte (finance intermédiée ou économie d'endettement) Dans la finance indirecte, il existe une intermédiation entre les détenteurs (ACF) et les demandeurs de capitaux (ABF). Le rôle de l'intermédiaire

financier est de collecter les dépôts auprès des ACF (proposition de contrats de dépôts) et puis les prêter aux ABF (avec convention de crédit).

À bien des égards, rassurer qu'en mars 2016 KARYOTIS C., (2021 : 25) dit que le groupe Orange a racheté 65% de Groupama Banque dans une optique stratégique d'offrir ensuite des services bancaires accessibles gratuitement sur mobile. Un an plus tard, l'opérateur téléphonique entrait comme acteur dans la sphère bancaire en offrant un compte avec autorisation de découvert et carte bancaire attachée, mais également un livret d'épargne pour, ultérieurement, se lancer dans les activités de crédit et d'assurance.

Monnaie

Le mot « monnaie » vient du terme latin « moneta » qui signifie « celle qui avertit ». Dans les économies monétaires contemporaines, la monnaie peut être définie comme une créance sur un institut d'émission inscrite soit sur du papier (monnaie fiduciaire), soit sur des livres (monnaie scripturale) (BOUNIE, D., (2001 :1). La monnaie est constituée par l'ensemble des moyens de paiements (biens, signes, etc.) directement utilisables pour effectuer des règlements sur les marchés de biens et services.

En d'autres termes, c'est l'ensemble des actifs acceptés partout, par tous et en tout temps pour le règlement des opérations issues de l'échange. Ces actifs peuvent être détenus, échangés, prêtés ou conservés. La monnaie remplit respectivement les fonctions d'unité de compte, de réserve de valeur et d'intermédiaire des échanges (GENEREUX, 2010 : 101). Il importe d'explicitier les différentes formes de la monnaie.

Monnaie marchandise

Elle consiste à utiliser des objets qui ont une valeur intrinsèque comme pour échanger les produits, par exemple : le batail, la cigarette, les pierres, les sucreries, les plumes de pic, les dents de tortue, les queues de girafe, l'huile, les métaux précieux, etc. (Fcc, 2020: disponible sur www.crefima-universite.net, consulté le 15 février 2023 à 16h 45minutes).

La monnaie de paiement a été un bien matériel, une marchandise choisie parmi beaucoup d'autres, ayant comme qualité fondamentale malléabilité et rareté. Avant de trouver l'instrument monétaire réunissant de manière optimale ces qualités fondamentales, c'est-à-dire les métaux précieux, les fonctions monétaires ont été exercées par les matériels demandés par la communauté, pour leur propriété à satisfaire les besoins des hommes, objets qui (constituaient des signes extérieurs) semblent avoir été les premiers à posséder réellement les attributs monétaires. C'est ainsi que les civilisations primitives ont souvent conféré le rôle de la monnaie à des animaux domestiques tels que le mouton, la chèvre etc... Les coquillages ont aussi joué un rôle d'instruments monétaires.

La monnaie marchandise impose bien ses servitudes. Elle se dégrade généralement avec le temps, difficilement divisible et n'est toujours pas aisée à transporter. Et suivant l'évolution au fil du temps, le métal précieux est rendu plus résistant par l'alliage, mais c'est la proposition de métal précieux qui définit le titre, ou l'aloi de la monnaie. Pesant sous forme de lingots, la monnaie est ensuite émise sous forme de disques plats que l'on peut compter (PREVOT, V.,1987 : 4).

Monnaie fiduciaire

Reposée sur la confiance et croyance accordées dans le temps à un support symbolique sans valeur intrinsèque, la monnaie fiduciaire prend la forme du papier monnaie, qui est le substitut parfait au métal. La monnaie fiduciaire, instrument de paiement à qui tous les agents économiques ont confiance (pièces et billet dont la valeur faciale est très supérieure à la valeur intrinsèque) (CAPUL, Y. et GARNIER O., 2009 : 290). Ainsi, pour éviter cela, les détenteurs du papier- monnaie ont pris l'habitude de déposer leur argent en banque, et après chaque dépôt, la banque les créditait du montant versé.

Initialement, la conversion du papier-monnaie en métal précieux était garantie par son émetteur, la banque dit d'émission, de manière à ce que d'autres l'acceptent en paiement : les billets étaient des sortes de certificats de dépôt d'or ou d'argent, convertibles à tout moment. Néanmoins, le numéraire, pièces comme billets, a évolué vers un statut de monnaie fiduciaire, c'est-à-dire de monnaie qui tire sa valeur de la confiance qu'inspire son émetteur. En outre, l'Etat imposait généralement l'acceptation de ses pièces en paiement, autrement dit cours légal, et s'engageait en contrepartie à accepter en paiement des impôts. Et dès lors que, du fait du cours forcé, la monnaie est exclusivement fiduciaire et dépend avant tout d'un arrangement légal, les pays peuvent changer de monnaie à volonté. C'est ce qui a permis de réaliser l'union monétaire européenne. Le cours forcé consiste en l'imposition simultanée par l'Etat de l'inconvertibilité et du cours légal (VASSEUR, E., 2012 : 71.).

Monnaie scripturale

C'est un instrument de paiement se présentant sous forme d'écriture sur les comptes bancaires ou postaux (CAPUL, Y. et GARNIER O., 2009 : 290). Elle est la monnaie la plus utilisée parce qu'elle est beaucoup plus discrète, elle peut être thésaurisée, il y a la facilité de transactions, le coût de la monnaie est faible.

Elle est créée par le dépôt des billets de banque chez les banquiers. Les déposants avaient l'entière disposition de leurs fonds. Ils prirent l'habitude de régler leurs transactions commerciales par un simple jeu d'écritures sur le registre des comptes sans manipulation des billets. Toutes ces écritures que les banquiers passent quand ils créditent ou débitent les comptes des déposants, c'est cela la monnaie scripturale considérée également comme la monnaie des banques. Elle est la forme des monnaies la plus utilisée dans l'économie moderne, elle est immatérielle.

Monnaie électronique

Le terme « monnaie électronique », initialement parfois utilisé en référence aux systèmes électroniques de transfert de fonds (*Acces based systems*), dans la seconde partie des années quatre-vingt-dix a acquis une connotation plus spécifique et limitée aux nouveaux moyens de paiement électroniques faisant appel à l'émission d'un « scrip » électronique (*E-money product*). Le « scrip » électronique est un fichier informatique dont la cession de la part de l'acheteur (agent A) à l'entreprise vendeuse (agent B) permet le paiement de l'achat de biens et services. Le scrip, qui constitue la monnaie électronique, peut être enregistré sur une *smart card (card based system)* ou sur le disque dur d'un ordinateur (*software based system*) (PIFFARETTI, N., 2000 : 25).

La monnaie électronique se définit comme : « toute valeur monétaire représentant une créance qui est stock électronique ». Bien qu'elle soit intégrée à l'étude de l'ensemble des mécanismes économiques, qu'on lui applique les méthodes de l'analyse et de la statistique économique, elle semble difficile à cerner. Sa singularité par rapport aux autres objets économiques s'affirme dans sa nature, ses propriétés et ses fonctions. Cette singularité explique sans doute la diversité des points de vue à son égard et des débats qu'elle suscite. Ainsi donc, la monnaie électronique est la monnaie dont la valeur des échanges est stockée sur un support électronique.

Nonobstant, il existe trois formes de monnaie électronique (MISHKIN, F., et BORDES, C., 2010 : 73), à savoir la carte de crédit souvent plus rapide encore que celui du numéraire, car il suffit seulement de passer une carte dans le lecteur et de taper son code pour que le transfert soit fait. La deuxième forme plus sophistiquée et plus récente est la carte prépayée ou porte-monnaie électronique, dotée d'une puce permettant le rechargement à u terminal en transférant de l'argent du compte bancaire de leur détenteur ; et elle peut être utilisée pour payer en ligne sur des ordinateurs ou des téléphones spécialement équipés. La troisième forme de monnaie électronique permet d'acheter des biens et services sur internet.

Inclusion financière

Aujourd'hui, inclusion financière vise à offrir une gamme de services plus vaste, notamment les comptes épargnes, le crédit, l'assurance, le paiement, le transfert de fonds, et autres produits financiers, qui sont accessibles à tous. Les clients comprennent aussi bien les personnes ne disposant pas de comptes bancaires, que des petites et moyennes entreprises ainsi que des microentreprises. L'inclusion porte également sur l'aspect durable et le coûts raisonnable des services. Les innovations numériques s'avèrent être un élément central : les applications mobiles peuvent faciliter l'accès à une vaste gamme de services à des populations démunies vivant dans des zones reculées, qui étaient jusque-là largement exclues du système de financement bancaire traditionnel (HOULIN, Z., 2021: 3).

Dans l'ensemble plus sûr que le transport d'espèces, les services numériques favorisent en outre la transparence, en créant des pistes de vérification et en réduisant la fraude. Les technologies financières (fintech) regroupent les plates-formes de banque en ligne, les applications de paiement mobile et autres logiciels spéciaux, incluant les cryptomonnaies. Mais alors comme note ALEXANDRA (2017: 1), que les indicateurs de l'inclusion financière en Afrique sont tous inférieurs à la moyenne mondiale: 35 % de la population dispose d'un compte en banque, 15,4 % épargne dans une institution financière et 6,7% a un crédit auprès d'un institut financier ; les plateformes de banques mobiles suscitent un grand espoir pour améliorer l'inclusion financière sur le continent, à l'image du leader kenyan M-PESA ; l'éducation et le revenu augmentent la probabilité d'être inclus financièrement, le genre et l'âge ont un rôle moins important ; l'exclusion financière est plus liée à des facteurs subis par la population africaine que par des choix conscients, et les législateurs et les autorités prudentielles ont donc un rôle à jouer.

Téléphonie mobile

Par téléphonie on sous-entend l'ensemble des techniques et des opérations concernant la transmission des sons à distance. C'est un système de télécommunication établi en vue de la transmission de la parole. Alors que mobile renvoi à ce que l'on peut changer de positions ou enlever ; qui est amener à se déplacer ou qui est prêt à changer d'activité. Donc, la téléphonie mobile désigne toute infrastructure de télécommunication permettant d'utiliser des téléphones portables (que l'on appelle également téléphone mobile, téléphone cellulaire ou encore natel en Suisse), permettant de téléphoner presque partout (Deneire, L., 2008, disponible sur www.i3s.unice.fr, consulté le 22 mars 2023 à 17h 25minutes).

De ce fait, la RD. Congo ne pouvait plus long temps encore tenir à l'écart de la marche du monde vers la troisième révolution, celle de l'information sous peine de pénaliser sa population par des communications

insuffisantes en quantité et qualité et limitées par sa participation au marché mondial. Et donc, du simple téléphone vocal, du télégramme et du texte, on est passé grâce à la télématique, association des télécommunications, de l'informatique et de l'audiovisuel, à l'internet et ses applications : le courrier électronique, e-mail, le transfert des fonds (fun transfert), le e-business, etc.

Vodacom et M-Pesa

Société sud-africaine, Vodacom est une société par action à responsabilité limitée, SARL en sigle. Créée par Alain KNOTT, Vodacom fut implantée en République Démocratique du Congo à partir de mai 2002. C'est depuis 2012 que la compagnie Vodacom va couvrir le pays en totalité en réseau. Etymologiquement, Vodacom dérive d'une abréviation scindée en trois mots, notamment, VO : Voice=Voix ; DA : Data=Données et COM : Communication (WANADI, J., 2022 : 4).

De ce fait, M-Pesa (M=mobile et pesa=argent en Swahili) est un système de micro financement et de transfert d'argent par téléphone mobile, lancé en 2007 par Vodafone pour Safaricom et Vodacom, les deux plus grands opérateurs de téléphonie mobile au Kenya et en Tanzanie. M-Pesa permet aux utilisateurs en possession d'une carte d'identité ou d'un passeport de déposer, retirer et transférer aisément des sommes d'argent grâce au téléphone portable, tout en utilisant le code secret (PIN) qui est personnel à chaque utilisateur. Noter que chaque opération d'envoi et de retrait d'argent sont frappées d'une petite commission.

En sus, M-Pesa offre plusieurs services à ses abonnés, dont les principaux sont notamment : l'enregistrement ou création de compte M-pesa sur une SIM Vodacom, le retrait, dépôt et transfert d'argent, service LONA O DEFA attaché au M-Pesa pour créer l'épargne grâce au contrat entre M-pesa et la Banque appelée FINCA. À cela s'ajoutent les produits suivants : achat crédit, achat forfait, réabonnement Canal+, Star Time, achat Vodae, bureau de change, etc. (Bureau Administratif du responsable de Service M-Pesa du Territoire de Mahagi, le 30 novembre 2022). Et la capacité des opérations des abonnés se limite à 3 000 000 CDF pour le dépôt et de 2 500 000 CDF au retrait, et de 3 000 USD concernant le dépôt, avec 2 500 USD pour le retrait par jour, à l'exception des Super Dealer.

Airtel et Airtel Money

En RDC, l'entreprise Airtel fut l'une des filières du groupe Mobile System International-Cellular, en sigle MSI-C. C'est sous Licence N°002/IDRT/013/99 du 28 décembre 1999 qu'Airtel-Congo recevra l'autorisation de se déployer au pays. Le 04 décembre 2000, après une année d'exploration, cette société ouvrira ses portes à Kinshasa, elle va ensuite se rependre dans plusieurs villes du pays, notamment à Bunia vers 2001 sous le nom de l'entreprise CELTEL (Entreprise CELTEL fondée par IBRAHIM en 1998 à Amsterdam (Pays-Bas) de l'organisation mère Zain).

La société Airtel a subi de profondes modifications d'appellations au regard de ses actionnaires, à savoir en 2005, elle fut vendue à un Consortium Koweïtien au nom de la Modélisation Conceptuelle des Traitements, en sigle MCT, qui fonctionnait déjà comme opérateur dans le secteur de la télécommunication. C'est le 1er août 2008 que la fusion de MCT et CELTEL donnera naissance à la compagnie ZAIN. Celle-ci fonctionnera pendant deux ans sous cette dénomination. C'est alors que ZAIN-AFRIQUE sera vendu à AIRTEL, société indienne implantée dans trois pays, notamment Inde, Koweït et Chine. Cette troisième appellation de Airtel veut dire *Etre libre* avec la couleur Rouge qui signifie *la vie est dans le sang*, tandis que la blanche symbolise la qualité du réseau (WANADI T., J., 2022 : 3).

Le service Airtel Money permet d'effectuer des transactions financières à l'aide d'un téléphone portable : payer les biens et services, recevoir, transférer et déposer des somme d'argent, achat des crédits, des forfaits, etc. il faut détenir la SIM Airtel et activer les service d'Airtel money afin d'effectuer ses opérations financières moyennant bien sûr des petits frais de commission sur les transactions d'envoi et de retrait d'argent. Noter, l'approvisionnement et/ou le fonctionnement du service Airtel Money suit la même logique d'hierarchisation que celui de M-pesa ci-haut évoqué ; et c'est toujours en se ralliant au fournisseur de monnaie (Money Provider), contrat signé entre ces sociétés de téléphonie mobile à travers leur service de monnaie mobile en ravitaillant les super dealers qui, à leur tour approvisionnent les Agents de monnaie mobile (m-pesa et Airtel money).

Orange et Orange money

C'est au lendemain de l'essor des entreprises de la téléphonie cellulaire en République Démocratique du Congo, vers 2000 que les gouvernements congolais et chinois se sont mis d'accord bilatéralement pour créer une société de télécommunication sous le nom de « Congo-Chin Telecom », CCT en sigle. Dans cette veine, vers le début de l'année 2013, Orange France va acheter la firme CCT. En 2016, Orange sera fusionné avec TIGO12et donnera la nomination de Orange-Tigo. Ainsi, dans la ville de Bunia, la société Orange s'est implantée le 29 septembre 2010 sous le nom de CCT avec des vibrantes promotions et des appareils de communication marque ZTE A68 (WANADI, J., 2022 : 5).

Société française de télécommunication, Orange rendent disponibles ces produits et services aux consommateurs via les revendeurs parsemés ici et là en Territoire de Mahagi. L'entreprise Orange propose de multiples services et produits à ses abonnés. Les services disponibles sont : l'appel, le message (SMS) et internet et mutatis mutandis pour le service de monnaie mobile où Orange Money facilite le retrait et transfert ou dépôt de sommes d'argent aux opérateurs économiques en Territoire de Mahagi.

III. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Le système de pensée à la base du marketing s'appuie en fait sur une théorie des choix individuels fondée sur le principe de la souveraineté de l'acheteur (Adam Smith dans Encyclopédie Microsoft Encarta© 2009) ; et comme dit-on que « ce n'est pas en forant n'importe où que le chercheur peut trouver ce qu'il cherche, tout dépend de la méthode suivie », nous avons recouru à l'approche empirico-inductive qui consiste à tenter des généralisations à partir de cas particuliers. On observe des caractéristiques précises sur un ou plusieurs individus (objets) d'une classe et on essaie de démontrer la possibilité de généraliser ces caractéristiques à l'ensemble de la classe considérée (OMAR AKTOUF, 1987 : 29). C'est autant parler de la succession observation-analyse-interprétation-généralisation ; par exemple en matière de sondage d'opinion, l'étude de marché, etc.

Nous avons recouru à l'échantillonnage aléatoire simple conventionnel fondé sur les quêtes des cas positifs afin d'obtenir les critères recherchés. L'entretien structuré et directif, c'est-à-dire basé sur des questions bien échelonnées et posées par l'enquêteur aux enquêtés, nous a servi pour collecter les opinions des sujets sous étude (ALVARO PIRES, 2006 : 29). S'est ajouté également le recours à un grand nombre des sources ouvertes : Etudes d'historiens, économistes et philosophes, des articles et publications scientifiques et des informations recueillies par l'auteur au cours des enquêtes effectuées en Territoire de Mahagi. Ces démarches nous ont conduit à retenir deux sociétés de téléphonie mobile opérationnelles en Territoire de Mahagi au vue de leur ancienneté matérialisée par l'effectif des abonnés et d'utilisateurs des services de la monnaie mobile à travers le téléphone portable où 550 enquêtés ont été interrogés dans la région Est de la RDC particulièrement en Territoire de Mahagi en Ituri.

IV. RÉSULTATS

Cette phase des résultats est issue des données recueillies et traitées se résumant à un certain nombre des grands points, afin de répondre aux questions de la recherche du départ concernant le phénomène d'utilisation de monnaie mobile à travers les téléphones portables et en tirer une conclure. La formule d'aboutissement est telle que :

Les comptes et téléphonies les plus utilisés en Territoire de Mahagi

Les utilisateurs des comptes et téléphonies en Territoire de Mahagi (Ituri) se voient présentés dans le tableau synoptique ci-dessous en mettant les comptes utilisés à part, et la téléphonie utilisée de l'autre côté, bien sûr avec le pourcentage des usagés y correspondants.

Tableau 1 : Compte et téléphonie plus utilisés

Description des comptes	Compte le plus utilisé		Téléphonie la plus utilisée	
	f	%	f	%
Airtel Money	97	17,64	113	20,55
M-pesa	182	33,09	221	40,18
Orange Money	13	2,36	22	4,00
Airtel Money et M-pesa	49	8,91	29	5,27
Orange Money et Airtel Money	15	2,73	9	1,64
Orange money, Airtel money et M-pesa	17	3,09	11	2,00
Orange money et M-pesa	15	2,73	9	1,64
Bancaire	23	4,18	21	3,82
Bancaire et Airtel Money	19	3,45	12	2,18
Bancaire et M-pesa	39	7,09	31	5,64
Bancaire et Orange money	9	1,64	3	0,55
Bancaire, Airtel Money, M-pesa et Orange money	59	10,73	64	11,64
Autres	13	2,36	5	0,91
Total	550	100,00	550	100,00

Source : Nous-mêmes sur base de lecture usuelle et des données collectées et traitées en 2023.

Il ressort du présent tableau que le service de la monnaie mobile de Vodacom (m-pesa) est le plus utilisé avec 33,09% suivi de celui de la société Airtel avec 17,64% et Orange money prenant 2,36% contre 4,18% d'utilisateurs de service financier à travers les banques. Noter que certains opérateurs économiques et sociaux qui utilisent le service de monnaie électronique à la fois de Vodacom, Airtel, Orange et des banques de l'ordre de 10,73% alors que ceux utilisant seulement Airtel money, Orange money et M-pesa représentent 3,09%. Et donc, plus de 70,55% de la population utilise la monnaie électronique à travers les téléphones portables ; 27,09% combine les services de monnaie électronique à travers les banques et les sociétés de téléphonie mobile ; alors que 2,36% ne sont ni chez les sociétés de télénomie mobile, ni chez les banques.

Confirmer que la population utilise beaucoup plus le service financier à travers la société Vodacom (m-pesa), suivi de celui de Airtel (Airtel money) et orange respectivement de l'ordre de 40,18%, 20,55% et 4,00%. Ces résultats font montre que 75,28% de la population du Territoire de Mahagi utilise seulement les services de la téléphonie mobile, au détriment de 20,01% combinant les services de téléphonie mobile avec ceux des banques alors que 0,91% n'utilise carrément plus les services de monnaie mobile ni à travers la téléphonie, ni à travers les banques à pied d'œuvre en Mahagi.

Facteurs motivationnels d'utilisation des comptes par téléphonie mobile

Étant donné que les consommateurs apprécient les produits et services bénéficiés tout en s'appuyant sur un cadre de référence qui est la satisfaction de leurs besoins (GERALD Z., 2004 : 45), cette appréciation se fonde dans ce cas précis sur certaines déclarations telles que traitées et répertoriées par catégorie dans le tableau suivant.

Tableau 2 : Causes d'utilisation de la monnaie par téléphone au détriment de celle scripturale

Motivation à la monnaie à la téléphonie mobile			Démotivation à la monnaie scripturale		
Facteurs	f	%	Facteurs	f	%
Facilité de manipulation	36	6,55	Disponibilité réduite(timing)	43	7,82
Proximité des points de service	65	11,82	Manque de liquidité	61	11,09
Achat sûr des crédits et forfaits	15	2,73	Distance	36	6,55
Disponibilité de service	93	16,91	Complexité des opérations	52	9,45
Conditions d'ouverture faciles	47	8,55	Exigences d'ouverture	31	5,64
Rapidité dans les traitements	90	16,36	File d'attente/rapidité	67	12,18
Sécurité de son compte (argent)	62	11,27	Capacité financière (revenu)	95	17,27
Sûreté des opérations effectuées	97	17,64	Coût des opérations	59	10,73
Coût des opérations	41	7,45	Manque de confiance	99	18,00
Autres à préciser	4	0,73	Autres à préciser	7	1,27
Total	550	100,00	Total	550	100,00

Source : Nous-mêmes sur base de lecture usuelle et des données collectées et traitées en 2023

Ce tableau nous fait montre d'un côté, que les opérateurs économiques et sociaux utilisent plus la monnaie électronique par téléphone à cause de la sûreté des opérations effectuées, disponibilité de service et rapidité dans les traitements respectivement 17,64%, 16,91% et 16,36% ; la proximité des points de services et sécurité de son compte (11,82% et 11,27%) sont suivis de la facilité des conditions d'ouverture 8,55% et faibles coûts des opérations 7,45% clôturent la partie. De l'autre côté, l'aversion des services de monnaie scripturale se justifie par le manque de confiance à des banques présentant 18,00% ainsi que la capacité financière (niveau du revenu) soit 17,27% additionné de lenteur dans le traitement des opérations (file d'attente) 12,18% ; le manque de liquidité 11,1% ; coûts élevés des opérations 10,73% et complexité des opérations, disponibilité de service réduite, distance et exigences lors de l'ouverture des comptes (9,45% ; 7,82% ; 6,55% et 5,64%). C'est autant rassurer que la sûreté des opérations effectuées, la disponibilité des services, la rapidité dans le traitement des opérations, sécurité des comptes, la proximité de monnaie électroniques par téléphone gagnent la confiance des opérateurs et les désorientent de monnaie scripturale à travers les banques.

V. DISCUSSION : Usage des monnaies

La monnaie électronique à travers les téléphones portables et scripturale par banque en pleine circulation en Territoire de Mahagi nous fait examiner le sort de chacune tout en suivant les réalités concrètes et pratiques du terrain ainsi que des explications quant à ce, à l'issue de recherche menée.

Monnaie électronique par téléphonie mobile, quel essor ?

Tous les services financiers dans l'économie rurale doivent être offerts de façon pérenne si l'on souhaite en garantir la disponibilité sur le long terme. Toutefois, il s'avère souvent nécessaire de les compléter par d'autres

services, tels l'éducation financière et le développement commercial et agricole, ou encore de nouer des liens avec les organismes locaux de santé, afin de permettre au milieu rural d'accéder au financement d'activités (OIT, 2014 : 5). Les populations vulnérables qui n'y ont pas accès risquent de se retrouver en situation encore plus précaire, voire d'être exposées au surendettement.

En Territoire de Mahagi, 70,55% de la population utilise les services financiers sur téléphone portable (Monnaie électronique ou mobile par téléphone) à travers les sociétés de téléphonie mobile notamment M-Pesa, Airtel money et Orange money pour les principales raisons de la Sûreté des opérations effectuées, la disponibilité des services, la célérité dans les traitements des opérations ainsi que la proximité des points de service et la sécurité de son compte (argent). Cette façon de se comporter fait montre au public qu'il y a de couac dans ce domaine par le fait que les opérateurs ne préfèrent pas entrevoir de bonne confiance aux monnaies scripturales à travers les banques afin de bénéficier d'accès au financement d'activités.

Monnaie scripturale, quel avenir ?

Les ménages choisissent d'abord un niveau de consommation, l'épargne étant alors un acte résiduel du revenu. Cette approche est confirmée à la réalité de beaucoup de ménages des pays en voie de développement car la consommation représente une proportion très importante dans le revenu de ménage. Ceux-ci doivent satisfaire leurs besoins physiques qui entraînent des dépenses d'alimentation, de logement et d'habillement quel que soit le niveau de revenu. Curieusement depuis une décennie, quelques institutions ont commencé à y faire leur apparition en l'occurrence la CADECO, ensuite la BIC, actuelle FBNBank et enfin, plus récemment la RAWBANK ; s'occupant dans le flux économique en majorité par exemple de la paie des salaires des employés, des transferts monétaires, mais aussi de la conservation des revenus mobilisés par les tiers qui est concrètement l'épargne qui est faible, etc.

Nonobstant, les opérateurs du Territoire de Mahagi emboîtent timidement le pas et s'orientent en pratique à la thésaurisation et d'autres constituent des systèmes tontiniers garder en électronique dans son téléphone portable et en 29,5% utilisent la monnaie scripturale à travers les banques pour causes de manque de confiance suite à la disparition brutale des maisons de transfert et coopératives du milieu pendant un certain temps avec les comptes des opérateurs clients de ces dernières, capacité financière (niveau du revenu) des opérateur ayant comme conviction que les banques sont pour les riches (patrons), lenteur dans le traitement des opérations ainsi que le problème de liquidité, de coût et complexité des opérations et de disponibilité de ces institutions financières, etc. expliquant l'aversion à ces dernières.

Paradoxe usage de monnaie électronique par téléphone et inclusion financière

L'accès au financement peut s'avérer un puissant outil de développement de l'économie. Il est particulièrement important pour les opérateurs économiques, les petits agriculteurs afin de les protéger contre les divers aléas, de lisser les fluctuations de la consommation des ménages, d'accroître leurs revenus et de leur permettre d'investir dans leur entreprise (ou unité de production). Toutefois, les entreprises ont également d'autres besoins en fonds de roulement, couverture d'assurance, crédit-bail, affacturage, garanties de prêts, capital-risque ou investissement à large impact, à l'instar des autres entreprises qui peinent à accéder aux marchés financiers et aux ressources qui leur ouvriraient la porte du travail décent.

Les institutions financières (les banques commerciales ou de développement agricole très rares) ne proposent pas de services durables ou leur offre ne répond pas à la demande, ce qui entrave le potentiel de développement du Territoire :

- ✓ Les coûts de transaction sont élevés et prohibitifs dissuadent les ménages de déposer leur épargne dans les établissements bancaires, les privant ainsi de la possibilité d'accumuler un patrimoine financier et accéder au financement d'activité.
- ✓ Les systèmes juridiques qui ne garantissent pas les droits de propriété négociables s'accompagnent généralement de mécanismes inadéquats de garantie exigées, ce qui restreint encore l'accès au financement aux opérateurs, en conséquence le financement à long terme est quasi-inexistant.
- ✓ L'information financière est souvent déficiente en Territoire de Mahagi empêchant les ménages et les entreprises (opérateurs) d'élaborer des stratégies efficaces de gestion des risques des opérations.

De ce fait, les institutions financières informelles ou semi-formelles et d'autres prestataires notamment les sociétés de téléphonie mobile à travers les monnaies mobiles ou électroniques ont graduellement acquis un rôle majeur dans la prestation des services financiers. Cependant, ces prestataires informels ont souvent une capacité institutionnelle et managériale insuffisante, et n'offrent qu'un nombre restreint de services financiers, souvent sans encadrement réglementaire. En outre, fonctionnant hors du système financier traditionnel, certains d'entre eux facturent parfois des taux d'intérêt prohibitifs, voire usuraires. Compte tenu de ces difficultés, de nombreuses initiatives sont prises afin d'offrir de nouveaux types de services financiers aux opérateurs qui sont constitués d'associations des personnes qui se réunissent régulièrement et versent chacun ses cotisations dont le montant global est remis à tour de rôle à chaque membre suivant un intervalle des temps initialement convenu

selon l'attente des membres du groupe. C'est donc le forme de mutuel de solidarité au-delà du recours aux services de monnaie mobile des sociétés de télécommunication mobile. Voilà pourquoi, les institutions financières (banques) doivent pertinemment travailler afin d'espérer confiance des opérateurs du Territoire de Mahagi.

VI. CONCLUSION

En somme, la transformation de la monnaie depuis l'avènement de troc jusqu'à la monnaie électronique avec la mondialisation et l'avancée technologique a permis aussi l'évolution du système de paiement qui nous a amené aujourd'hui au paiement par téléphonie mobile. Cette technologie des paiements par téléphone mobile revêt une importance croissante, en particulier dans le contexte des économies en développement où les ménages ont des revenus faibles et les micro entreprises n'ont pas un accès facile aux services financiers et favorise l'inclusion financière et offre des possibilités en matière d'intégration foncière. L'objectif de cette recherche était de dégager les causes d'aversion des agents économiques au système de monnaie scripturale au profit d'utilisation de monnaie électronique à travers la téléphonie mobile en Territoire de Mahagi ; et d'analyser le parallélisme d'utilisation de ces monnaies et l'inclusion financière étant l'un de pilier de développement socioéconomique des pays d'écart. En se référant à l'approche empirico-inductive et à l'échantillonnage aléatoire simple conventionnel fondé sur les quêtes des cas positifs et l'entretien structuré et directif, nous avons réussi à récolter et traiter les données et interpréter les résultats de notre recherche.

À renchéir qu'après analyse des données traitées, nos résultats prouvent statistiquement que plus de 70,55% de la population du Territoire de Mahagi utilise les services financiers sur téléphone portable à travers M-Pesa, Airtel money et Orange money pour les principales raisons de la sûreté des opérations effectuées, la disponibilité des services, la célérité dans les traitements des opérations ainsi que la proximité des points de service et la Sécurité de son compte (argent) et autres. La population recourt à la thésaurisation et d'autres constituent des systèmes tontiniers et garder en électronique dans son téléphone portable son argent, 27,09% seulement utilise la monnaie scripturale à travers les banques (les autres en combinant aussi les service de téléphonie mobile) pour causes de manque de confiance à des établissements bancaires suite à la disparition brutale des maisons de transfert et coopératives du milieu pendant les années antérieures avec les comptes des opérateurs, clients de ces dernières, capacité financière (niveau du revenu) des opérateurs ayant comme conviction que les banques sont pour les riches (patrons), la lenteur dans le traitement des opérations ainsi que le problème de liquidité, de coût et complexité des opérations (accès impossible aux crédits, problèmes de garanties, coût de transactions, etc.) et de disponibilité de ces établissements bancaires, etc. expliquant l'aversion à ces dernières et confirment toutes nos hypothèses.

Considérant ces lacunes identifiées, il est de rigueur de proposer des solutions, notamment soutenir la création et l'innovation dans la prestation des services financiers; améliorer les compétences techniques et managériales des prestataires des services financiers; créer un environnement propice au déblocage en création des services de conseil commercial aux opérateurs grâce à des cours ou formation en éducation financière dans le réseau de l'enseignement et promouvoir une culture d'épargne, afin de les aider à lancer ou améliorer leurs entreprises (activités); et en formant des coopératives (mutuelle de solidarité), afin d'avoir l'accès aux services financiers en vue de renforcer leurs résiliences face aux conséquences d'exclusion financière sévère.

Voilà pourquoi, le gouvernement a un rôle pertinent dans la création d'un environnement propice au financement : supprimer ou éviter de rétablir les taux d'intérêt plafonnés ne permettant pas aux prestataires des services financiers (notamment ceux qui desservent les populations éloignées) de recouvrer intégralement leurs coûts; soutenir la création d'épargne en adoptant une réglementation prudentielle applicable aux intermédiaires financiers qui collectent l'épargne; faciliter le lien entre les institutions financières formelles, informelles et semi-formelles, au lieu d'exercer des pressions sur ces deux dernières catégories pour les inciter à se muer en grandes institutions formelles, soumises à la réglementation; améliorer les infrastructures (les communications, l'électricité, les transports) pour réduire les coûts de transaction, etc.

Références de lecture

- [1]. Bounie, D., (2001). Quelques Incidences Bancaires Et Monétaires Des Systèmes De Paiement Electronique. Dans La Revue Economique, 7, (Vol. 52), Pp. 313-330
- [2]. Adam Smith Dans Encyclopédie Microsoft Encarta© 2009.
- [3]. Alvaro Pires, (2006). Échantillonnage Et Recherche Qualitative : Essai Théorique Et Méthodologique. Édition Chicoutimi, Canada.
- [4]. Bad, (2013). Inclusion Et Intégration Financières A Travers Les Paiements Et Transferts Mobiles. <https://www.afdb.org/fr/documents>.
- [5]. Anonyme (Novembre 2022). Bureau Administratif Du Responsable De Service M-Pesa Du Territoire De Mahagi, Le 30 Novembre 2022.
- [6]. Capul, Y. Et Garnier, O., (2009). Dictionnaire D'économie Et Des Sciences Sociales. Nouvelle Édition Hatier, Paris.
- [7]. Deneire, L., (2008). Téléphonie De Troisième Génération. In www.i3s.unice.fr.
- [8]. Entreprise Celtel Fondée Par Ibrahim En 1998 A Amsterdam (Pays-Bas) De L'organisation Mère Zain.
- [9]. Fcc, Histoire De La Monnaie. In www.crefima-universite.net.
- [10]. Genereux, (2010). Économie Politique, Concepts De Base Et Comptabilité. 5^e Édition Crp, Kinshasa.
- [11]. Karyotis, C., (2021). L'essentiel De La Banque. Édition Gualino, Paris
- [12]. Lobe, F., (1997). Banque Et Marché Du Crédit. Édition Puf, Paris

- [13]. Mishkin, F., Et Bordes, C., (2010). Monnaie, Banque Et Marchés Financiers. 9^e Édition Pearson, Paris.
- [14]. Mwarabu, A., (2016). Inclusion Financière Par Le « Mobile Banking » En Rdc. In [https://www. Financialafrik.Com](https://www.financialafrik.com).
- [15]. Omar Aktouf., (1987). Méthodologie Des Sciences Sociales Et Approche Qualitative Des Organisations : Une Introduction A La Démarche Classique Et Une Critique. Édition Puq, Québec
- [16]. Piffaretti, N., (2000). Monnaie Electronique, Monnaie Et Intermédiation Bancaire. Thèse De Doctorat En Faculté Des Sciences Économiques Et Sociales Et Du Management : Université De Fribourg.
- [17]. Senouci K., (2021). Gestion Bancaire. Faculté Des Sciences Économiques, De Gestion Et Des Sciences Commerciales, Spécialité : Finance D'entreprise, Université Abou Bekr Belkaid De Tlemcen, Algérie.
- [18]. Vasseur, E., (2012). Analyse Monétaire Et Finance Internationale. In [https://Studylibfr.Com/Doc/](https://studylibfr.com/doc/).
- [19]. Wanadi T. (2022). Appréciation De La Qualité De Services Et Produits Des Sociétés De Téléphonie Mobile Par Les Consommateurs (Etudiants) De Bunia/Ituri-Rdc. In *Iosr Journal Of Business And Management (Iosr-Jbm)*, 24(09), Pp. 58-67.
- [20]. Houlin, Z., (2021). Inclusion Financière Numérique. *Itu News Magazine* No. 03, Suisse.
- [21]. Alexandra Z., L'inclusion Financière En Afrique. In [Bsi-Economics.Org](https://bsi-economics.org).
- [22]. Prevot, V., (1987). La Monnaie En Savoir Plus, 1^e Édition [Dfssecuritylab@Itu.Int](mailto:dfssecuritylab@itu.int).
- [23]. Gerald Z., (2004), Dans La Tête Du Client, Edition D'organisation, Paris.
- [24]. Oit., (2014). Développer L'économie Rurale Par L'inclusion Financière : Le Rôle De L'accès Au Financement. <https://www.ilo.org/global/topics/>